

4.2 Produits pétroliers et biocarburants : une dépense record et, malgré l'envolée des prix, une reprise de la consommation dans les transports

4.2.1 CONSOMMATION ET DÉPENSE TOTALES

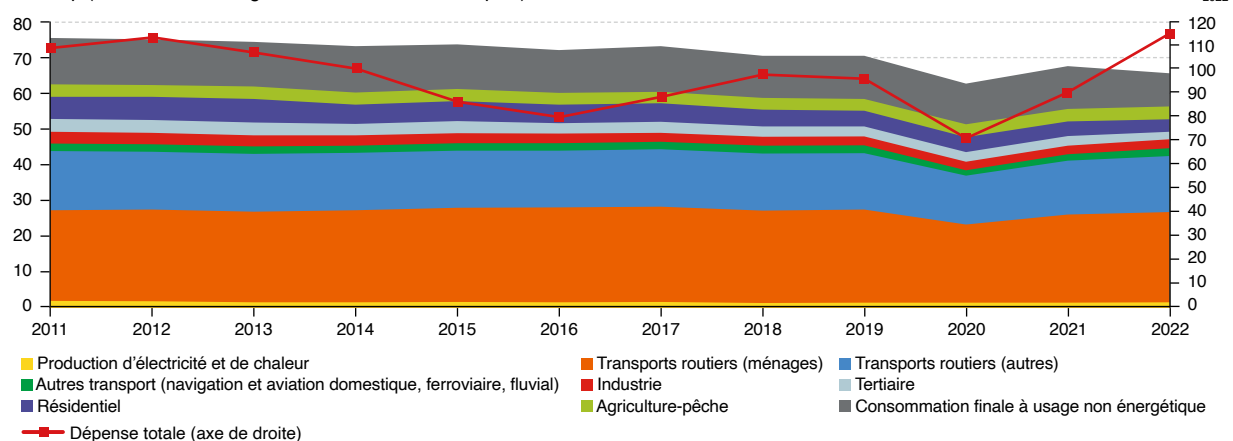
Après un rebond en 2021, la consommation totale de produits pétroliers raffinés et biocarburants diminue de 2,9 % en 2022 et s'élève à 65,7 Mtep, soit 764,2 TWh (figure 4.2.1.1). Par rapport à 2019, elle est en baisse de 6,9 %. D'un côté, le secteur des transports reste le poste de consommation principal de produits raffinés (66 % de la consommation totale de produits pétroliers). Sa consommation augmente de nouveau en 2022 (+ 4,0 %), sous l'effet de la levée des dernières restrictions liées à la crise sanitaire, pour quasiment rattraper son niveau de 2019. En revanche, hors transports, la consommation est nettement à la baisse (- 14,0 %). En particulier, les usages non énergétiques chutent en 2022 (- 22,6 %).

Corrigée des variations climatiques, en raison de températures plus douces, la consommation de produits pétroliers et biocarburants baisse de 1,8 %, après une hausse

annuelle de 6,6 % en 2021. En excluant les carburants routiers, cette consommation diminue même de 9,2 % en 2022. Par rapport à 2012, ces consommations sont en nette baisse, en particulier hors carburant routier (- 11,1 % pour la consommation totale corrigée, - 23,9 % en excluant les carburants routiers).

La dépense totale en produits pétroliers et biocarburants augmente quant à elle fortement pour la deuxième année consécutive, pour s'établir à 115 Md€, niveau le plus élevé mesuré depuis 2011. La hausse des dépenses est globale et principalement imputable à la très forte hausse des prix de l'énergie en 2022, dans le contexte de tensions sur les produits pétroliers et gaziers amplifié par le conflit entre l'Ukraine et la Russie. Ainsi, malgré la baisse de consommation totale de produits pétroliers (y compris biocarburants) en 2022, la dépense totale s'élève de 27,5 % en euros constants par rapport à 2021 et dépasse désormais le niveau d'avant la crise sanitaire (+ 19,9 % comparativement à 2019).

Figure 4.2.1.1 : consommation totale de produits pétroliers raffinés et biocarburants par secteur et dépense totale associée
En Mtep (données non corrigées des variations climatiques) En Md€₂₀₂₂



Note : le secteur des transports n'inclut pas les soutes maritimes et aériennes internationales.
Champ : France entière (y compris DROM).
Source : SDES, Bilan de l'énergie

partie 4 : la consommation d'énergie par forme d'énergie

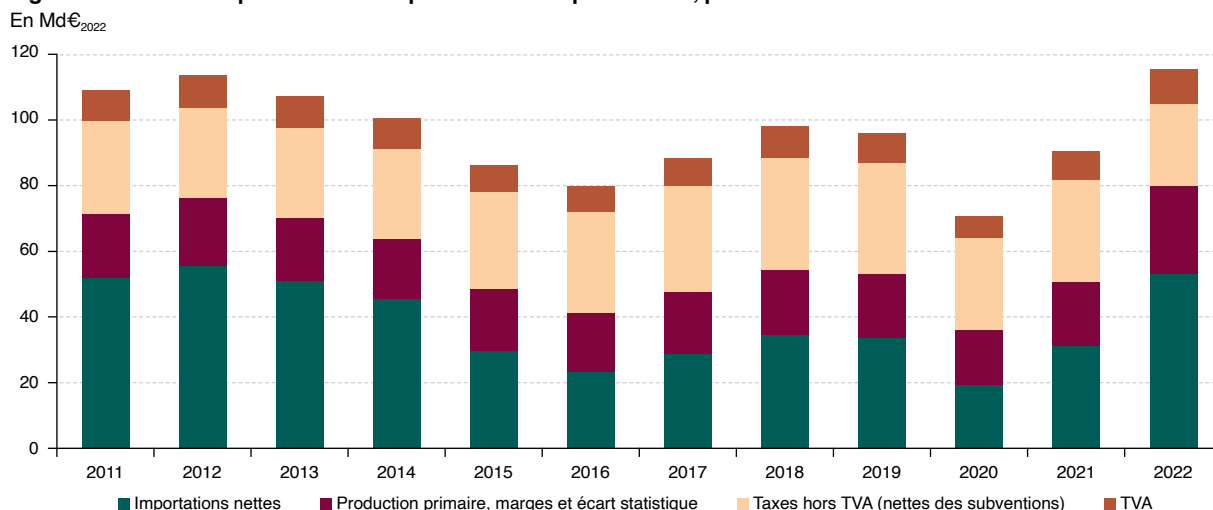
Pour la deuxième année consécutive, le coût des importations nettes (des exportations) de pétrole brut, de produits raffinés et de biocarburants augmente fortement (+ 70,8 % en euros constants) et s'élève à 53,2 Md€ en 2022 (figure 4.2.1.2), montant qui n'avait plus été atteint depuis 2013. Les importations représentent 46 % de la dépense (taxes incluses) en 2022, induisant une répartition des dépenses proche de celle du début des années 2010. La situation de tension géopolitique en 2022, en particulier en Ukraine, est responsable d'une crise énergétique qui tire à la hausse les prix du pétrole. La dépense servant à rémunérer des activités (de production, raffinage et transport-distribution) réalisées sur le sol national s'élève à 27,0 Md€ (à l'écart statistique près), soit 23 % du total, en hausse par rapport à l'année précédente (+ 37,8 %).

Les 31 % de la dépense restants correspondent à la fiscalité. Celle-ci inclut la taxe intérieure sur la consommation de produits énergétiques (TICPE), la taxe incitative relative à l'incorporation de biocarburants (Tirib), la redevance affectée au stockage des produits pétroliers (CPSSP) ainsi que, dans les DOM, la taxe spéciale de consommation (TSC, qui remplace la TICPE) et l'octroi de mer. La fiscalité sur les

produits pétroliers comprend également la TVA, qui s'applique aux prix comprenant les autres taxations. La TICPE (+ TSC et octroi de mer pour les DOM), qui compte pour la plus grande partie des taxes, a procuré 31,9 Md€ de recettes (nette des remboursements) en 2022. En euros constants, ce montant progresse légèrement (+ 2,0 %) par rapport à 2021. Avec l'introduction de la taxe carbone dès 2014 dans le cadre de la stratégie nationale bas-carbone de lutte contre le réchauffement climatique, les montants perçus de TICPE avaient fortement augmenté entre 2014 et 2018 (+ 23,9 %). En hausse de 3 %, la TSC a rapporté 0,55 Md€ en 2022. La TVA sur les produits pétroliers (hors part déductible pour les entreprises) s'élève à 10,5 Md€ en 2022, en hausse de 22,9 % par rapport à 2021 (en euros constants).

Pour limiter la flambée des prix à la consommation, des remises financées par l'État et TotalEnergies ont été mises en place en 2022. Pour l'État, il s'agit d'aides sur le prix à la consommation hors TVA, comprises entre 8,33 et 25 centimes par litre selon les périodes entre avril et décembre (cf. 1.2). Le coût total de ces subventions s'élève à 7,6 milliards d'euros pour l'État en 2022.

Figure 4.2.1.2 : décomposition de la dépense totale en pétrole brut, produits raffinés et biocarburants



Note : les soutes maritimes et aériennes internationales sont déduites des importations nettes, qui intègrent aussi les variations de stocks. Les marges comprennent celles de raffinage et celles de transport-distribution.
Source : SDES, Bilan de l'énergie

partie 4 : la consommation d'énergie par forme d'énergie

La consommation totale peut se décomposer comme la somme de la consommation à usage de production d'électricité et de chaleur (1,5 Mtep en 2022, dont plus de la moitié dans

les DROM), de la consommation finale à usage énergétique (54,9 Mtep biocarburants inclus) et de la consommation finale à usage non énergétique (9,3 Mtep) - (figure 4.2.1.3).

Figure 4.2.1.3 : consommation de produits pétroliers raffinés par usage et par secteur (y compris biocarburants, données non corrigées des variations climatiques) et dépense associée

	2018		2019		2020		2021		2022	
	En Mtep	En M€ ₂₀₂₂	En Mtep	En M€ ₂₀₂₂	En Mtep	En M€ ₂₀₂₂	En Mtep	En M€ ₂₀₂₂	En Mtep	En M€ ₂₀₂₂
Production d'électricité et de chaleur	1,3	690	1,4	766	1,4	559	1,4	756	1,5	1 245
Consommation finale à usage énergétique	57,5	88 703	57,1	87 701	49,9	64 432	54,3	80 639	54,9	104 248
Industrie	2,5	1 949	2,5	1 874	2,4	1 426	2,4	1 794	2,5	2 857
Transports*	44,1	74 706	44,1	74 162	37,1	53 706	41,6	68 113	43,3	87 712
<i>dont transports routiers (ménages)</i>	<i>25,9</i>	<i>49 368</i>	<i>26,1</i>	<i>49 094</i>	<i>21,9</i>	<i>35 571</i>	<i>24,7</i>	<i>44 960</i>	<i>25,3</i>	<i>55 864</i>
<i>dont transports routiers (autres)</i>	<i>16,0</i>	<i>23 441</i>	<i>15,8</i>	<i>23 203</i>	<i>13,7</i>	<i>17 143</i>	<i>15,1</i>	<i>21 602</i>	<i>15,7</i>	<i>29 030</i>
<i>dont autres transports</i>	<i>2,2</i>	<i>1 897</i>	<i>2,2</i>	<i>1 864</i>	<i>1,5</i>	<i>993</i>	<i>1,8</i>	<i>1 551</i>	<i>2,2</i>	<i>2 818</i>
Résidentiel	4,7	6 249	4,4	5 925	4,2	4 793	4,1	5 378	3,5	6 491
Tertiaire**	2,9	2 888	2,8	2 893	2,7	2 168	2,7	2 517	2,1	2 911
Agriculture-pêche	3,3	2 911	3,3	2 848	3,6	2 339	3,5	2 837	3,6	4 276
Consommation finale à usage non énergétique	11,8	8 677	12,1	7 847	11,4	6 024	12,0	9 148	9,3	9 980
Industrie	11,5	7 095	11,8	6 402	11,1	4 664	11,7	7 304	9,0	7 546
<i>Pétrochimie</i>	<i>8,3</i>	<i>4 421</i>	<i>8,7</i>	<i>3 953</i>	<i>8,3</i>	<i>2 583</i>	<i>8,6</i>	<i>4 481</i>	<i>6,4</i>	<i>4 169</i>
<i>Construction</i>	<i>2,5</i>	<i>1 206</i>	<i>2,5</i>	<i>1 136</i>	<i>2,3</i>	<i>854</i>	<i>2,5</i>	<i>1 157</i>	<i>2,1</i>	<i>1 355</i>
<i>Autres industries</i>	<i>0,7</i>	<i>1 468</i>	<i>0,6</i>	<i>1 313</i>	<i>0,5</i>	<i>1 227</i>	<i>0,6</i>	<i>1 665</i>	<i>0,5</i>	<i>2 022</i>
Autres (dont agriculture, transports)	0,3	1 581	0,3	1 445	0,3	1 361	0,3	1 845	0,3	2 435

* Hors soutes maritimes et aériennes internationales.

** Y compris les armées.

Note : la consommation pour le trafic aérien entre la métropole et les DROM est incluse dans le secteur des transports (autres transports).

Source : SDES, Bilan de l'énergie

4.2.2 PRODUCTION D'ÉLECTRICITÉ ET DE CHALEUR

La consommation destinée à la production d'électricité et de chaleur représente 2 % de la consommation totale de produits pétroliers raffinés. Elle augmente modérément en 2022 (+ 5,9 % par rapport à 2021), à 1,5 Mtep (17,7 TWh) - (figure 4.2.1.3). En France métropolitaine, les centrales au fioul, utilisées en pointe lors des pics de demande en période hivernale, ont progressivement fermé, d'autres énergies se substituant à ce combustible, notamment pour des raisons environnementales. La consommation de fioul dans les réseaux de chaleur est également devenue marginale. Ainsi, la consommation de produits pétroliers pour la production d'électricité et de chaleur a chuté de 17,5 % par rapport à 2012. En revanche, la consommation de fioul pour la production d'électricité reste, jusqu'à présent, relativement élevée en outre-mer.

La facture associée s'établit en 2022 à 1,2 Md€, progressant de 64,8 % en euros constants en un an du fait de l'augmentation inédite des prix.

4.2.3 CONSOMMATION FINALE À USAGE ÉNERGÉTIQUE

En données réelles, la consommation finale à usage énergétique de produits pétroliers (y compris biocarburants) s'élève à 54,9 Mtep en 2022 (soit 638,8 TWh, en progression de 1,2 % par rapport à l'année précédente), après un fort rebond de 8,9 % en 2021 du fait de la sortie de crise sanitaire (figure 4.2.1.3). Elle reste cependant toujours inférieure de 3,7 % au niveau de 2019.

L'usage des transports concentre 66 % de la consommation totale de produits pétroliers (y compris biocarburants) en France, soit 43,3 Mtep (hors soutes maritimes et aériennes internationales) en 2022. Relativement stable entre 2012 et 2019, cette consommation chute en 2020 au cours de la crise sanitaire, puis repart à la hausse progressivement (+ 4,0 % par rapport à 2021), pour se rapprocher des niveaux d'avant-crise (- 1,8 % en comparaison avec la consommation de 2019). Le transport routier des ménages absorbe la plus

grande part de cette consommation (25,3 Mtep en 2022). Cette dernière progresse de 2,4 %, sans retrouver non plus son niveau de 2019 (26,1 Mtep). Avec la poursuite de la reprise des modes de transport collectifs, le transport routier hors ménages augmente également en 2022 (+ 4,4 %), dans la continuité du rebond de 2021 (+ 10,1 %), pour atteindre 15,7 Mtep. Les autres modes de transport (aérien et maritime) consomment, quant à eux, 2,2 Mtep (hors routes internationales). Leur consommation progresse fortement au cours de l'année (+ 23,1 %), poursuivant l'élan porté par la reprise du trafic aérien intérieur après 2020 (cf. 5.5).

Les 66 % de produits pétroliers utilisés dans les transports étant davantage taxés, ils représentent 76 % de la dépense totale en produits pétroliers. La dépense totale dans les transports s'établit ainsi à 87,7 Md€ en 2022, soit 28,8 % de plus qu'en 2021, montant jamais atteint depuis 2011. Cette forte hausse en 2022 traduit celle des prix des carburants, puisque la consommation n'augmente pas de manière aussi significative au cours de l'année. Les entreprises contribuent moins à cette dépense qu'à la consommation physique car, outre le fait qu'une partie de la TVA est déductible, certains secteurs d'activité bénéficient d'exonérations fiscales. La dépense de produits pétroliers hors ménages dans les transports est de 29,0 Md€ en 2022, en hausse de 34 % par rapport à 2021. Quant aux ménages, ils dépensent près du double avec 55,9 Md€, avec une hausse importante mais moins marquée que celle des entreprises (+ 24 % en 2022).

Les consommations dans le résidentiel (principalement du fioul domestique et, dans une moindre mesure, du GPL) diminuent nettement (- 15,0 %), à 3,5 Mtep en 2022. Celles du secteur tertiaire (2,1 Mtep) chutent également (- 22,2 %), après une quasi-stabilité en 2021 (+ 1,6 %). Ces baisses s'expliquent notamment par des températures plus douces en 2022 qu'en 2021 et donc des besoins de chauffage réduits. Corrigées des variations climatiques, les consommations du résidentiel et du tertiaire restent néanmoins toutes deux en baisse sur l'année (respectivement - 6,1 % et - 16,7 % par rapport à 2021). Par rapport à 2012, les consommations résidentielles sont en forte baisse (- 40,0 % à climat corrigé), en raison notamment de la diminution du nombre de résidences principales chauffées au fioul. La nette baisse décennale concerne également le secteur tertiaire (- 37,3 % à climat corrigé). Les dépenses respectives du résidentiel et du tertiaire s'élèvent à 6,5 Md€ et 2,9 Md€, en hausse par rapport à 2021 (respectivement + 20,7 % et + 15,7 %), malgré les baisses de consommations du fait de la hausse du prix du fioul domestique.

La consommation de produits pétroliers (y compris biocarburants) à usage énergétique dans l'industrie augmente de 4,5 % en 2022, pour s'établir à 2,5 Mtep en données non corrigées des variations climatiques, soit un niveau proche de 2019. En 2022, elle est portée par la hausse dans le secteur des minéraux non métalliques (+ 14 % sur l'année), constitué notamment par les fabriques de ciment

et de verre. Sur longue période, la consommation de produits pétroliers à usage énergétique dans l'industrie a tendance à diminuer (- 21,7 % depuis 2012), ce qui reflète à la fois le recours à d'autres énergies, des gains d'efficacité énergétique et la relative désindustrialisation de l'économie. En 2022, la facture associée croît nettement (+ 59,3 %), pour s'établir à 2,9 Md€.

Le secteur de l'agriculture et de la pêche consomme essentiellement du gazole non routier (distingué depuis 2011 du fioul domestique). Sa consommation estimée s'établit à 3,6 Mtep en 2022 en données non corrigées des variations climatiques, en hausse de 2,8 % par rapport à 2021. La dépense du secteur connaît, quant à elle, une forte hausse en 2022 (+ 50,7 %), pour s'établir à 4,3 Md€, en raison de l'augmentation du prix du gazole non routier.

4.2.4 CONSOMMATION FINALE À USAGE NON ÉNERGÉTIQUE

Les usages non énergétiques de produits pétroliers se concentrent essentiellement dans l'industrie pétrochimique de premier niveau dont les produits entrent dans la fabrication de produits synthétiques (matières plastiques, cosmétiques, etc.).

La consommation finale non énergétique de produits pétroliers a chuté en 2022, à 9,3 Mtep (107,8 TWh), soit un recul de 22,6 % en comparaison avec 2021, en raison principalement de la chute de l'activité du secteur de la pétrochimie due à plusieurs arrêts d'installations pour maintenance ou incidents (figure 4.2.1.3).

Environ 2 Mtep de bitumes sont consommées chaque année dans le secteur de la construction. Les autres produits correspondent essentiellement à des lubrifiants, utilisés dans les transports, l'agriculture et l'industrie, ainsi qu'à des quantités limitées de coke de pétrole, à usage industriel.

La facture associée à cette consommation non énergétique s'élève à 10,0 Md€ en 2022. Elle augmente de 9,1 % par rapport à 2021, en euros constants, en raison de la forte hausse des prix. Elle a augmenté de 27,2 % par rapport à 2019.

4.2.5 CONSOMMATION PAR PRODUIT

Le gazole routier représente près de la moitié de la consommation réelle de produits pétroliers et biocarburants en 2022 (48 %) et plus de la moitié de la dépense (53 %). Suivent le fioul domestique et les autres gazoles (15 % pour 12 % de la dépense), ainsi que les supercarburants (15 % de la consommation pour 21 % de la dépense). Ensuite, les consommations les plus importantes sont celles de produits non énergétiques (10 % de la consommation et 7 % de la dépense) et de GPL (5 % de la consommation pour 3 % de la dépense) - (figures 4.2.5.1 et 4.2.5.2). Le gazole routier (y compris biodiesel) et les supercarburants (y compris bioéthanol) sont les principaux postes de dépense (74 % du

partie 4 : la consommation d'énergie par forme d'énergie

total sur les produits raffinés) et devançant nettement le fioul domestique, car la fiscalité sur les carburants reste plus lourde que celle sur les autres combustibles.

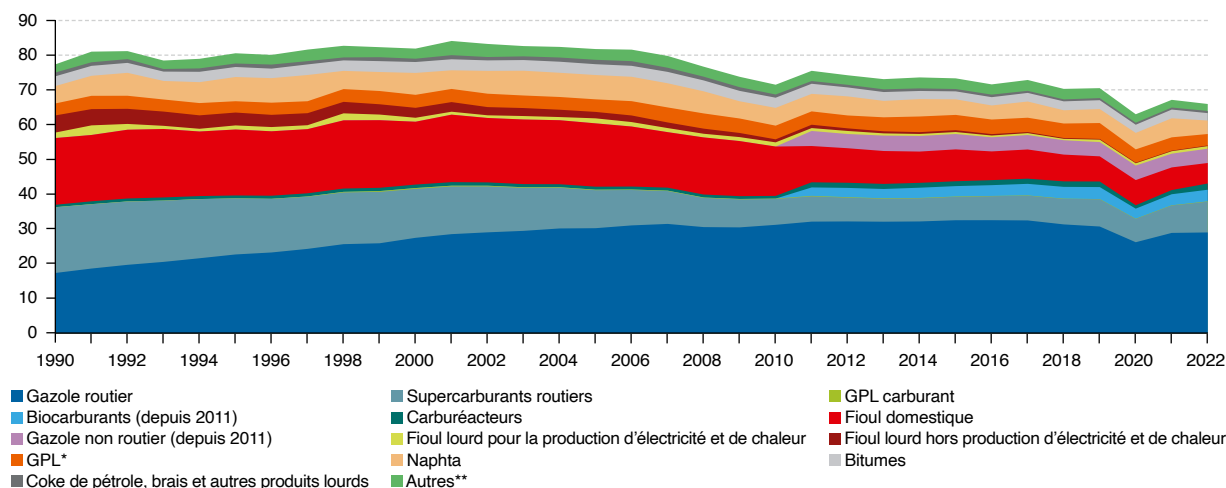
Bien que minoritaire dans la consommation de produits pétroliers (3 %), le jet kérosène est le produit qui connaît la plus forte augmentation en 2022 (+ 20,8 %), en raison de la reprise des vols intérieurs depuis la crise sanitaire (consommation en hausse de 3,7 % par rapport à 2019). La dépense associée au secteur bondit, quant à elle, de 140 % en 2022 par rapport à 2021.

Les supercarburants (y compris essence aviation) sont

également en hausse, à la fois sur la consommation (+ 12,5 %) et les dépenses (+ 28,5 %). À l'inverse, les baisses de consommation les plus marquées concernent le GPL (- 13,7 %) et les produits non énergétiques (- 23,5 %). Pour ces derniers, la dépense est tout de même en augmentation en 2022 (+ 13,6 %). Le GPL est en revanche le seul produit pétrolier pour lequel la dépense diminue au cours de l'année (- 12,8 %), en lien avec la baisse de consommation de GPL qui n'est pas compensée par une hausse des prix. Cette dernière reste en effet plus contenue que celle des autres produits pétroliers.

Figure 4.2.5.1 : consommation de produits pétroliers raffinés par type de produit

En Mtep (données corrigées des variations climatiques)



* Gaz de pétrole liquéfié (butane, propane), hors GPL carburant.

** Autres : lubrifiants, paraffines et cires, white-spirit et essences spéciales, pétrole lampant, essence aviation, gaz de raffinerie, éthane, autres produits.

Champ : jusqu'à l'année 2010 incluse, le périmètre géographique est la France métropolitaine. À partir de 2011, il inclut en outre les cinq DROM.

Source : SDES, Bilan de l'énergie

Figure 4.2.5.2 : consommation de produits pétroliers raffinés par type de produit (y compris biocarburants, données non corrigées des variations climatiques) et dépense associée

	2018		2019		2020		2021		2022	
	En Mtep	En M€ ₂₀₂₂	En Mtep	En M€ ₂₀₂₂	En Mtep	En M€ ₂₀₂₂	En Mtep	En M€ ₂₀₂₂	En Mtep	En M€ ₂₀₂₂
Gazole routier	33,9	55 881	33,3	54 202	28,3	39 020	31,1	48 157	31,2	61 201
Fioul domestique et autres gazoles	11,9	11 351	11,4	10 912	11,2	8 216	10,8	9 658	9,9	13 762
Supercarburants*	8,3	17 601	8,9	18 756	7,6	14 207	9,0	19 107	10,1	24 548
Jet kérosène	1,9	1 164	1,9	1 128	1,3	406	1,6	851	2,0	2 040
Gaz de pétrole liquéfié (GPL)	4,2	4 117	4,6	4 031	3,8	3 280	3,9	3 917	3,4	3 415
Fioul lourd	1,0	487	0,9	464	0,8	331	0,9	489	0,9	643
Produits non énergétiques**	6,9	6 027	7,1	5 608	7,6	4 834	8,5	7 390	6,5	8 398
Autres***	2,5	1 443	2,4	1 214	2,1	720	1,8	974	1,6	1 465
Total	70,7	98 070	70,6	96 315	62,7	71 015	67,7	90 543	65,7	115 473

* Y compris essence aviation.

** Naphta, bitumes, lubrifiants.

*** Coke de pétrole, pétrole lampant, autres.

Source : SDES, Bilan de l'énergie